

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

S/DCS/W/CMR

24 janvier 2003

(03-0403)

Commerce des services

Original: français

CAMEROUN

Projet de version convertie de la Liste d'engagements spécifiques¹

On trouvera ci-joint un projet de version convertie en format Word de la Liste d'engagements spécifiques du Cameroun. Ce document ne remplace pas les engagements juridiquement contraignants souscrits par le Cameroun dans sa Liste d'engagements spécifiques (GATS/SC/15).

Est joint au projet de liste convertie un projet de version convertie de la Liste d'exemptions de l'article II (NPF) du Cameroun (GATS/EL/15).

Les projets de versions converties de la liste et de la Liste d'exemptions de l'obligation NPF ont été établis par le Secrétariat, à la demande des Membres, pour faciliter le processus de négociation, y compris la présentation des offres initiales.

¹ Le présent document a été établi, en français seulement, par le Secrétariat sous sa propre responsabilité et sans préjudice des positions des Membres ni de leurs droits et obligations dans le cadre de l'OMC.

CAMEROUN – LISTE D'ENGAGEMENTS SPECIFIQUES

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
I. ENGAGEMENTS HORIZONTAUX			
TOUS LES SECTEURS INCLUS DANS CETTE LISTE	<p>3) Les entreprises concernées doivent respecter les critères stipulés dans l'acte d'agrément entre autres en matière d'utilisation des services fournis au Cameroun, à concurrence d'au moins 25 pour cent de la valeur des intrants; de la participation des Camerounais ou d'une personne morale de droit camerounais au moins égale à 35 pour cent du capital social; de programmes d'investissement fixé (niveau des investissements inférieur ou égal à 1 milliard de francs CFA); et de réinvestissement.</p> <p>Les entreprises doivent satisfaire aux conditions fixées en matière de création d'emplois pour les Camerounais dans le cadre de chaque agrément délivré (création d'emplois à concurrence d'au moins un emploi par tranche inférieure ou égale à 5 millions d'investissements programmés par entreprise). D'autres conditions additionnelles en matière de conditions et d'emplois peuvent être édictées par voie réglementaire.</p>	3) Aucune	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	4) Non consolidé sauf pour les mesures affectant l'entrée et le séjour temporaire de personnes physiques - employées par une société et transférées dans une société constituée au Cameroun appartenant, contrôlée ou filiale de la première - des catégories suivantes: <ul style="list-style-type: none"> - directeurs - cadres supérieurs - spécialistes ayant des connaissances essentielles à la fourniture du service. 	4) Aucune	
II. ENGAGEMENTS SECTORIELS			
1. SERVICES FOURNIS AUX ENTREPRISES F. <u>Autres services fournis aux entreprises</u> n) Services de maintenance (CPC 88*) S'appliquent aux services de maintenance des équipements industriels axés sur la fabrication des pièces de rechange et utilisés dans le cadre des activités exercées par des petites et moyennes entreprises dans les domaines suivants: <ul style="list-style-type: none"> - la production agricole et agro-industrielle; - la pêche industrielle et artisanale; - l'exploitation forestière assortie de la transformation du bois. 	1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Aucune 4) Non consolidé à l'exception de ce qui est indiqué dans la section horizontale	1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Aucune 4) Aucune	

* Constitue une partie seulement de l'ensemble des activités visées par la position correspondante de la CPC.

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
9. SERVICES RELATIFS AU TOURISME ET AUX VOYAGES			
A. <u>Services d'hôtellerie et de restauration</u> Service d'hôtellerie* (CPC 641) Services de restauration** (CPC 642)	1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Aucune 4) Non consolidé à l'exception de ce qui est indiqué dans la section horizontale	1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Aucune 4) Aucune	
B. <u>Services d'agences de voyages*** et d'organismes touristiques</u> (CPC 7471)	1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Aucune 4) Non consolidé à l'exception de ce qui est indiqué dans la section horizontale	1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Aucune 4) Aucune	

* S'appliquent aux établissements d'hébergement susceptibles de faire l'objet d'un classement conformément à la réglementation en vigueur et bénéficiant du régime des petites et moyennes entreprises.

** S'appliquent aux établissements de restauration concourant à l'animation touristique, lorsqu'ils sont intégrés dans un ensemble ou lorsqu'ils sont implantés dans un site dont l'administration chargée du tourisme reconnaît l'intérêt touristique; bénéficiant du régime des petites et moyennes entreprises.

*** S'appliquent aux agences de tourisme agréées selon la réglementation en vigueur; bénéficiant du régime des petites et moyennes entreprises.

CAMEROUN - LISTE D'EXEMPTIONS DE L'ARTICLE II (NPF)

Secteur ou sous-secteur	Description de la mesure, y compris les raisons pour lesquelles elle est incompatible avec l'article II	Pays auxquels la mesure s'applique	Durée projetée	Conditions qui rendent l'exemption nécessaire
Transport Maritime: Echanges commerciaux par cabotage	Lois, Décrets et Décisions futures basées sur des accords bilatéraux ou multilatéraux qui accordent des droits de cabotage aux partenaires commerciaux sur une base réciproque	25 pays	Avenir proche en attendant que l'objectif visé prenne racine	Stimuler le commerce inter-états et promouvoir l'intégration économique régionale
Transport Maritime	Lois, Décrets et décisions basées sur des accords bilatéraux et/ou multilatéraux. Résolutions de la CMEAOC adoptées en vue de la mise en oeuvre des dispositions pertinentes de la Convention des Nations Unies relative à un Code de Conduite qui prévoient la répartition de 80 pour cent des échanges commerciaux de ligne avec la Compagnie Nationale de navigation Maritime de l'Etat situé à l'autre bout d'un trafic particulier. L'exemption s'applique aux mesures existantes et futures jusqu'à développement de services maritimes auxiliaires et de services portuaires.	Non spécifiés	Illimitée	La nécessité de veiller à ce que la Compagnie de navigation maritime transporte au moins 40 pour cent du trafic de ligne. Promouvoir le développement de la flotte nationale afin de soutenir le développement économique et social au niveau national. Veiller à la compétitivité de nos produits d'exploitation et réduire les coûts des produits importés cadre du commerce intérieur. Assurer des services maritimes auxiliaires et portuaires efficaces. Promouvoir l'industrie naissante. Mesures à renforcer si les partenaires commerciaux continuent de barrer l'accès aux cargaisons et pratiquent le dumping.

Secteur ou sous-secteur	Description de la mesure, y compris les raisons pour lesquelles elle est incompatible avec l'article II	Pays auxquels la mesure s'applique	Durée projetée	Conditions qui rendent l'exemption nécessaire
Transport Maritime: Vrac et cargaisons spécialisées	Lois, Décrets, Ordonnances et Décisions, existantes ou futures, basées sur des accords bilatéraux et/ou multilatéraux qui prévoient la répartition de toutes cargaisons: vrac et spécialisées entre compagnies maritimes d'Etats aux deux bouts d'un trafic particulier	Non spécifiés	Illimitée	Nécessité d'assurer aux compagnies maritimes nationales et/ou sous-régionales 50 pour cent des cargaisons. Dispositions à renforcer si les partenaires commerciaux continuent de barrer l'accès aux cargaisons et pratiquent le dumping
Transport Maritime	Lois, Décrets, Ordonnances et Décisions, existantes ou futures	Non spécifiés	Illimitée	Nécessité de promouvoir l'industrie naissante